

Entre le suicide et la rupture : le Congrès du PSOE et le sentier étroit du social-libéralisme espagnol

samedi 1er juillet 2017, par [PASTOR Jaime](#) (Date de rédaction antérieure : 24 juillet 2017).

Sommaire

- [De Ciudadanos au CETA](#)
- [Entre le suicide et la rupture](#)

L'échec, lors des primaires du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), du secteur qui a représenté historiquement le principal parti du régime depuis 1982 est sans aucun doute une bonne nouvelle. Il a pour signification un vote sanction contre le « coup d'Etat » interne réalisé le 1^{er} octobre dernier par Susana Díaz [1].

Il s'agit aussi de la reconnaissance, de la part d'amples secteurs des militant·e-s, d'un diagnostic critique du néolibéralisme ainsi qu'une attitude positive en faveur de propositions programmatiques qui - comprenant des éléments néo-keynésien et écologistes - contribuent à nourrir l'enthousiasme qu'un Sánchez « ressuscité » pourrait récupérer l'identité et un projet perdu depuis déjà des décennies [2].

- La distance en termes de suffrages face à ses opposants lui permet, en outre, d'imposer au Congrès une direction nouvelle à sa mesure, sans avoir à faire des concessions aux « baronnies » territoriales [3] et comprenant de nouveaux mécanismes plébiscitaires. Ainsi, grâce à un leadership renforcé, l'aspiration de Sánchez a été ratifiée : la mise en marche d'un « nouveau PSOE » autour du thème - destiné plus à une consommation interne qu'externe - « nous sommes la gauche ».

Il semble donc évident que les leçons tirées par l'équipe qui s'est formée autour de Pedro Sánchez sur la crise qui affecte le courant social-démocrate européen officiel ont produit ses fruits parmi les militants. En effet, les expériences récentes du naufrage du Parti socialiste français, d'un côté, et la montée de Jeremy Corbyn, de l'autre, sont des démonstrations supplémentaires que rester sur le chemin de la subordination à la (non) raison néolibérale et de l'identification aux intérêts de l'establishment ne peut que conduire au suicide. En revanche, l'option d'une distanciation face à ces pouvoirs peut au moins leur donner des espoirs de récupération électorale... tant qu'il n'y a pas de forces à leur gauche à même de leur disputer le rôle d'opposition et même de « gauche de gouvernement ».

- Dans le contexte de l'Etat espagnol, la formule d'une « grande coalition », même sous la forme dissimulée d'une abstention lors de l'investiture de Rajoy, signifiait une aggravation du déclin électoral du PSOE ainsi que la cession d'un espace plus important à Podemos et aux listes de convergence leur permettant d'apparaître comme seule alternative de gouvernement face au PP. Il était nécessaire de freiner cette dérive et de reconquérir une certaine autonomie en tant que parti pour capter à nouveau une partie de son électorat qui s'était dirigé vers Podemos. L'épuisement relatif du cycle politique ouvert par le 15 mai 2011 et l'éloignement, au moins temporaire, des

attentes de rupture pourraient bien favoriser cette réorientation, ce d'autant plus qu'Unidos Podemos (UP) stagne dans les sondages.

- Le clin d'œil au 15 M qu'a fait Pedro Sánchez lors de son discours n'est pas surprenant. Il a fait allusion au slogan « ils ne nous représentent pas », ce qui constitue une sorte de promesse que le thème « PP et PSOE, c'est la même merde » exprimée à ce moment fera bientôt partie du passé. Il doit donc d'autant plus se démarquer du PP parce que l'indignation populaire, bien qu'elle ne se manifeste pas de façon massive dans les rues, ne cesse de croître face à l'accumulation des scandales de corruption de ce parti d'inculpés - tel que rappelé à juste titre par Irene Montero [dirigeante de Podemos, porte-parole au parlement] dans la motion de censure -, ou des informations telles que le rejet de l'amnistie fiscale de Montoro [ministre des finances] par le Tribunal Constitutionnel et le Rapport de la Banque d'Espagne qui reconnaît qu'il ne sera pas possible de récupérer plus de 60 milliards d'euros injectés lors du « sauvetage des banques ». [Irene Montero a asséné, le 13 juin : « Le PP est une organisation qui se consacre à la délinquance » et elle a énuméré les dizaines d'affaires de corruption dans lesquelles sont impliqués les cadres du Parti populaire (PP) au pouvoir].

Le débat [initié le 13 juin] sur la motion de censure [contre le gouvernement Rajoy] présentée par Unidos Podemos et les listes de convergence n'a cependant pas servi de confirmation du « virage à gauche » de la nouvelle direction. Le discours du nouveau porte-parole socialiste, José Luis Ábalos, semblait s'adresser plutôt à son groupe parlementaire en vue d'une réconciliation interne (signifiant sa « compréhension » y compris pour l'abstention qui a permis la formation du gouvernement Rajoy), revendiquant le passé de son parti - et même le PCE de Santiago Carrillo -, sans faire de mention du programme social-démocrate adopté et sans même risquer de parler de « plurinationalité » ou de « fédéralisme » [sur la question de la Catalogne].

- Ce dernier point est fondamental dans le contexte de l'appel à un référendum fixé au 1er octobre par le gouvernement de la Generalitat catalane. Une annonce qui, indépendamment de ce qui va se passer, nous rappelle que la fissure nationale-territoriale qui touche le régime et l'Etat menace de s'élargir (et pas seulement en Catalogne). Devant la crainte de cette « collision de trains », même asymétrique, la reconnaissance timide de la part du « nouveau PSOE » de la « plurinationalité », du fait qu'elle est accompagnée de la revendication de la « souveraineté unique » espagnole, fait déjà figure d'exercice rhétorique.

De Ciudadanos au CETA [4]

- Le plus préoccupant, cependant, c'est le retour de Pedro Sánchez au discours de l'alliance des « forces du changement » incluant dans ces dernières Ciudadanos (C's). Une proposition qui, ainsi que cela a pu être vérifié immédiatement, n'a aucune crédibilité vu l'hostilité de la direction de cette formation « orange » [la couleur du parti] devant ce qu'elle considère un PSOE « podémisé ». Cette opération semble plutôt correspondre à l'objectif de rendre responsable autant C's que Podemos du blocage institutionnel et de l'impossibilité de présenter une nouvelle motion de censure contre Rajoy permettant ainsi de se présenter comme seule alternative de gouvernement viable lors des prochaines élections générales.

- Plus récemment, l'abstention du PSOE lors du vote sur le CETA au parlement espagnol (bien qu'il obtiendra quoi qu'il en soit la majorité) constitue un geste symbolique de rapprochement des syndicats et même de certains secteurs critiques de la social-démocratie européenne. Une position qui, comme nous le voyons, a suscité la colère de l'establishment européen et espagnol ainsi que le premier désaccord exprimé publiquement par Susana Díaz.

Nous verrons bientôt quelle sera la position du PSOE sur la question du plafond des dépenses dans le cadre du vote sur le budget 2018. Les occasions ne manqueront pas au cours desquelles le « nouveau PSOE » sera testé quant à sa disposition à mettre en cause les politiques d'austérité sans avoir à contester la « Constitution économique » néolibérale d'une UE (Union européenne) antisolidaire et disposée à entreprendre un nouveau cap de militarisation.

- Sans même parler de la question catalane, la direction étant obligée d'osciller maintenant entre, d'un côté, la demande insistante d'Alfonso Guerra [vice-président PSOE entre 1982 et 1991] que soit appliqué l'article 155 de la Constitution [qui dispose que le gouvernement, avec l'appui de la majorité du Sénat, en cas de non-respect des obligations constitutionnelles ou d'atteinte grave à l'intérêt de l'Espagne par une Communauté autonome, peut prendre « les mesures nécessaires pour obliger cette dernière à remplir » ses obligations] et, de l'autre, de nouveaux dirigeants comme Nuria Parlon [du Parti socialiste de Catalogne et maire de Santa Coloma de Gramanet], disposée à faire appel à la « communauté internationale » dans le cas où cela devait se produire.
- Cette nouvelle étape se déroulera dans un contexte d'hostilité de la grande majorité des pouvoirs économiques et médiatiques, échaudés par leur incapacité devant la victoire de Sánchez et préoccupé pour la « stabilité » du régime. En présentant le leader socialiste comme un outsider du système, ils cherchent à le délégitimer - ou à le faire reculer - à grande vitesse, avec encore plus de dureté qu'à la veille du « coup » du 1^{er} octobre.

Dans ces conditions, le sentier que souhaite emprunter Pedro Sánchez - entre la volonté de continuer à être un parti du régime, d'un côté, et, de l'autre, le désir d'offrir une image anti-néolibérale et « plurinationale » - se révèle très étroit. Il est très probable que la route deviendra encore plus étroite au cours des prochains mois. Face à la méfiance du « système », d'un côté, et la tentative de gagner la confiance de nouveaux électeurs, en particulier parmi ceux et celles âgés de moins de 45 ans, de l'autre, le risque est de se mouvoir dans une ambiguïté calculée (à l'instar de la position sur le CETA - Comprehensive Economic and Trade Agreement, traité international de libre-échange entre l'UE et le Canada, signé le 30 octobre 2016) qui ne satisfasse ni les uns, ni les autres.

Entre le suicide et la rupture

- Car, ainsi que le commentaient récemment Christian Laval et Pierre Dardot au sujet de la social-démocratie européenne, entre le suicide et la rupture il n'y a pas beaucoup de marge de manœuvre. En outre, « rompre revient à assumer le risque d'un affrontement avec le système, une chose qui lui est également insupportable » [5]. Prétendre sortir de ce dilemme en misant sur un « gouvernement à la portugaise » [un gouvernement PS, appuyé de manière conditionnelle-négocié en permanence par le Bloco et le PCP] relève également de l'illusion, considérant qu'en Espagne le rapport de forces entre le PSOE et UP n'est pas la même et, en outre - et surtout - qu'existe ici une autre fracture, nationale-territoriale, dont la résolution - démocratique, par la force ou par un nouveau délai - reste clé pour savoir comment et où évoluera la crise du régime. Deux différences notables qui ont été signalées à juste titre récemment par Jorge Costa, député du Bloco de Esquerda, dans un article récent [6].
- Face à ce panorama, la responsabilité d'UP et des listes de convergence est énorme. Les trois principales fractures auxquelles a fait mention Pablo Iglesias lors du débat sur la motion de censure [le 13 juin] - socio-économique et écologique ; politico-institutionnelle et territoriale - restent ouvertes et, malgré l'optimisme exagéré des indications macroéconomiques et la reprise la consommation, aucun signe, venant de l'axe Merkel-Macron, d'un recul par rapport aux politiques d'austérité n'existe au sein de la zone euro.

- Dans ces conditions, encore plus lorsque les échéances électorales restent éloignées, le défi principal consiste à accorder à nouveau une place centrale au conflit social, aux luttes, aux mobilisations qui se déroulent autour de chacune de ces fractures, avec pour objectif de trouver une articulation de leurs revendications dans un programme commun qui permette une accumulation de forces plus grande au travers de l'auto-organisation populaire. Face au blocage institutionnel permanent, le travail de l'opposition parlementaire - identique aux initiatives développées à partir des « municipalités du changement » - devrait plus que jamais correspondre à ces tâches. Car ce qui est « urgent », c'est de « dégager Rajoy » mais ce qui est « important » est de mettre un terme à ses politiques. Ses politiques qui sont, bien sûr, identiques à celles mises en place par Rodríguez Zapatero lorsqu'il a fait la démonstration, en mai 2010, de sa « servitude volontaire », s'inclinant devant les diktats de l'UE exigeant un virage vers l'austérité ou lorsque, à la suite de la décision du Tribunal constitutionnel en juillet de la même année sur le Nou Estatut [Nouveau Statut] catalan, il a déclaré : « mission accomplie ».

- Il convient donc de saluer tout pas en avant qui peut réaliser le PSOE dans sa compétition avec le PP et, espérons-le, de sa prise de distance avec l'establishment. Nous ne devons toutefois pas baisser la garde et nous rapprocher du PSOE ou nous limiter à mener bataille sur son terrain autour d'une proposition de « régénération » auquel s'ajouterait désormais le qualificatif « plurinational ». En choisissant cette voie, même si nous devons influencer l'agenda politique et même parlementaire, nous nous limiterions au mieux à assister, comme acteurs secondaires, aux efforts d'une simple auto-réforme du régime.

Il serait plus cohérent de prendre au mot le prétendu « virage à gauche » proclamé par Sánchez en l'obligeant à aller au-delà du « tout est acceptable pour dégager Rajoy » et en maintenant l'horizon « destituant » ouvert par le 15M. Un événement qui, en tant que cycle de protestations, est épuisé, mais qui ne cesse d'être évoqué à la tribune par les uns et les autres, bien conscients que son « esprit » reste présent aujourd'hui dans des réseaux, organisations et initiatives sociales multiples, disposées à revendiquer son héritage ainsi que son aspiration à une « démocratie réelle ».

Jaime Pastor

P.-S.

* Article publié le 24 juin 2017 sur le site VientoSur.info :

<http://alencontre.org/europe/espagne/etat-espagnol-le-congres-du-psoe-le-sentier-etroit-du-social-liberalisme-espagnol.html>

* Traduction A l'Encontre.

Notes

[1] dirigeante du PSOE et présidente de la Junte d'Andalousie ; elle était soutenue dans sa bataille des primaires du PSOE par la « vieille garde » Felipe Gonzalez et José Luiz Zapatero ; elle a perdu face à Pedro Sánchez qui avait donné sa démission du poste de secrétaire général en octobre 2016 (note de A l'encontre).

[2] Pour une première évaluation des primaires du PSOE, je renvoie à mon article « ¿Nueva

socialdemocracia o recambio de élites ? », Viento Sur, 22 mai 2017 :

<http://www.vientosur.info/spip.php?article12625>

[3] Il serait naïf de penser que les « baronnies » resteront passives dans l'attente de l'usure de Sánchez pour s'auto-légitimer comme dirigeants régionaux et apparaître comme frein au « virage à gauche » annoncé. Les congrès territoriaux des prochaines semaines seront sans doute des indicateurs d'à quel point les conflits internes seront de retour et, surtout, du degré de projection de ceux-ci dans les médias.

[4] Accord économique et commercial global

[5] « Entrevista a Laval y Dardot. "El imaginario del Estado-nación no es un imaginario alternativo al neoliberalismo" », Amador Fernández-Savater, eldiario.es, 16 juin 2017 :

<http://www.vientosur.info/spip.php?article12722>

[6] Je partage la conclusion de l'article de Jorge Costa : « Plutôt que de tirer l'inspiration d'un "modèle" portugais inexistant - un cas sans doute spécifique, dans lequel la gauche explore les possibilités ouvertes par l'affaiblissement électoral de l'hégémonie du PS, qui demeure -, nous avons besoin, des deux côtés de la frontière, d'un plus grand nombre de luttes sociales ainsi que d'une capacité politique offensive. C'est cela qui permet de situer les forces du changement à l'avant d'une rupture avec l'austérité et rende possible un plan B pour l'Euro. » ("¿Hay un 'modelo portugués' para Pedro Sánchez ?", Viento Sur, 31 mai 2017) :

<http://www.vientosur.info/spip.php?article12660>